CFDT – CGT – SPAC

Dialogue social : un CTPC dans l'impasse !

Malgré nos demandes insistantes et répétées concernant la déclinaison de la modernisation au sein de l'administration centrale nous n'avons obtenu aucune réponse du nouveau directeur.

Jean-François SOUMET n'avait, de sa propre déclaration, aucun mandat pour nous apporter les précisions que nous souhaitions concernant :

- les directions d'état major, chargées de l'élaboration de la politique économique, qui doivent réexaminer leurs missions et leur périmètre ;
- les fonctions exercées par les directions « support » (DPMA, DIRCOM, DAJ) qui seront placées sous l'autorité du secrétaire général, Philippe PARINI, dès le 1^{er} janvier 2003 ;
- les directions de soutien aux entreprises (DECAS, DARPMI, DIGITIP) qui connaîtront de profondes mutations y compris dans leur structure régionale ;
- les fonctions de contrôles et de tutelle des entreprises : aucune information ne nous a été donnée.

Quant au volume de promotions, **voulu significatif par le ministre**, là encore aucune indication ne nous a été fournie.

En conséquence, nous avons estimé devoir quitter le CTP en demandant au directeur de nous revoir sous trois semaines avec des éléments précis et structurants s'agissant de chacune des directions ou secteurs touchés par la modernisation avant d'entamer des concertations au niveau de chaque direction.

Ce message clair d'un désaccord sur la méthode qui nous est proposée sera relayé par le directeur auprès du secrétaire général.

Cette prise de position sur la méthode ne constitue pas pour nos organisations syndicales un refus de la modernisation !

Nous sommes prêts à en discuter de manière très ouverte dès lors que les éléments minimum nécessaires à l'analyse d'un tel processus de modernisation nous seront communiqués.

24 octobre 2002